

# Département des Hautes-Alpes

## Commune de SIGOYER

Procès-verbal de séance du conseil municipal  
Samedi 9 juillet 2005 à 11H Plate-forme du CNES Petite Céüze

**Convocation du 21 juin 2005**

*Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire*

*En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie qui assure une prise de notes, de tous les membres en exercice, Mesdames et Messieurs : Alain Bonnardel, Jean-Marc Cornil, Duc Serge, Fernandez Vincent, Gabanou Agnès, Garcin André, Ligozat Jeannin, Luszczynski Sabine, Michalinoff Jacques, Paul Claude, Pelloux Suzanne, Raizin Stéphane.*

*Absent excusé : Jean-Luc Clément ayant donné procuration à André Garcin  
Michel Meunier ayant donné procuration à Jacques Michalinoff  
Françoise Galmiche ayant donné procuration à Claude Paul*

*Présents : 12 Votants : 15*

**Ordre du jour :**

- ✍ Vente d'une parcelle de terrain à Mme M. Busin Pierre
- ✍ Budget de l'eau – perte sur créance irrécouvrable
- ✍ Céüze- Clean & Climb (S. Duc)
- ✍ Céüze- convention CCTB-FFME-ONF
- ✍ Assainissement 1ère tranche : consultation des entreprises – convention avec les propriétaires
- ✍ Assainissement 2ème tranche les Guérins
- ✍ Travaux sur réseaux AEP
- ✍ INSEE recensement
- ✍ Questions diverses

M. le Maire remercie l'assemblée et ouvre la séance,

Le maire demande aux conseillers de rajouter à l'ordre du jour la mise en révision du POS, il leur rappelle son courrier du 4 juillet 2005 qui leur a permis de prendre connaissance du projet de délibération.

- ✍ Révision du POS

Il précise que la réunion des conseillers sur ce site avait pour but de repérer les différentes sources non captées sur les terrains communaux de la petite Céüze ainsi que les périmètres de protection des captages à mettre en place autour des sources principales (mère de l'Aygue et les Roses sur le massif de Céüze, l'ubac, Prablandier). Les conseillers municipaux ont pu ainsi situer de visu les possibilités de nouvelles ressources en eau sur le massif de Céüzette (sources de la Fontrose et de l'artelier et appréhender les difficultés techniques concernant les périmètres de protection (immédiats et rapprochés) des captages de sources.

#### ✍ Vente d'une parcelle de terrain à Mme M. Busin Pierre :

Le maire rappelle l'avancement des travaux de la ferme relais, il précise que la maison d'habitation de l'exploitant ne devra pas être trop éloignée de la ferme sans pour autant faire partie du même tènement.

Il propose qu'un détachement de 1000m<sup>2</sup> soit effectué sur une des parcelles acquises auprès de la CCI, (terrains subventionnés par la Région), dans ce cas, l'autorisation de vendre devra être accordée par la Région, ce qui ne semble pas poser problème compte-tenu que cela ne contribue pas à l'appauvrissement du patrimoine de la commune.

Cette parcelle classée NC au POS sera vendue au prix de 7.62 €/m<sup>2</sup>, les frais de géomètre, notaire ainsi que les coûts de viabilisation sont à la charge de l'acquéreur.

Qu'advient-il du logement en cas d'arrêt de l'exploitation ? Comment serait logé le nouveau repreneur en cas de défaillance de l'actuel exploitant ? Comment associer la maison d'habitation au fonctionnement de l'exploitation ? Ces différentes questions ont été posées au cours du débat, conseil sera pris auprès du notaire ou d'un juriste afin de s'assurer que la vente du terrain pour la maison d'habitation soit liée au fonctionnement de la ferme confiée à l'agriculteur par contrat crédit-bail.

***Vote : adopté à l'unanimité.***

#### ✍ Budget de l'eau – perte sur créance irrécouvrable :

Il s'agit d'une créance pour consommation d'eau sur l'exercice 2004, auprès de M. Serre, alors qu'il était domicilié aux Murets, aujourd'hui, sans domicile et insolvable.

Le maire demande que sa créance de 157 € soit passée en perte, compte-tenu de la situation très précaire tant économique que sociale de cette personne. A. Garcin pense que cette dette pourrait être prise en charge par le CCAS, mais il s'agit de deux budgets bien différents : le budget de l'eau doit s'équilibrer de lui-même (usager), et le budget du CCAS est alimenté par des fonds publics (contribuable).

Le maire demande l'autorisation de passer en non-valeur ce titre.

***Vote : adopté à l'unanimité.***

#### ✍ Révision du POS :

M. Le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 3 mars 1997 prescrivant la révision du POS de la commune de Sigoyer ainsi que la délibération du 29 janvier 2002 approuvant cette révision. Il rappelle les requêtes devant le tribunal administratif de Marseille et les jugements qui annulent la délibération du 29 janvier 2002 approuvant cette révision, jugements rendus le 28 avril 2005 et notifiés en mairie par courriers recommandés avec avis de réception entre le 25 et le 29 juin 2005, (ce qui explique le rajout de ce point à l'ordre du jour).

Il propose de reprendre la procédure de révision du document d'urbanisme approuvé en 1984.

Les objectifs généraux de la révision sont :

- ✍ De promouvoir un développement durable de la commune en recherchant un équilibre entre habitat, agriculture, vie économique et protection des richesses patrimoniales et naturelles
- ✍ De préserver l'espace rural pour le maintien de l'agriculture
- ✍ De préserver les espaces naturels
- ✍ D'apporter une réponse appropriée à la demande d'habitation sur la commune, principalement dans le secteur du chef-lieu et en tenant compte des ressources en eau potable

La phase de concertation et d'étude permettra de préciser les orientations du projet d'aménagement et de développement.

Considérant que le plan d'occupation des sols a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 10 décembre 1984

Qu'il y a lieu de mettre en révision le plan d'occupation des sols sur l'ensemble du territoire communal en élaborant un plan local d'urbanisme (PLU)

Qu'il y a lieu d'associer les services de l'Etat à l'élaboration du PLU

M. le Maire propose

- ✍ De prescrire la révision du plan d'occupation des sols sur l'ensemble du territoire communal en élaborant un plan local d'urbanisme (PLU), conformément aux articles L 123.6, L123-13 et R 123-15 et suivants du code de l'urbanisme
- ✍ D'associer les services de l'état à l'élaboration du PLU conformément à l'article L123-7 du code de l'urbanisme, lors de réunions d'étude
- ✍ De consulter les personnes publiques autres que l'état, conformément à l'article L 123-8 du code de l'urbanisme, ces personnes étant associées aux réunions d'étude
- ✍ De procéder à la concertation publique prévue à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme selon les modalités suivantes :
  - L'information de l'ouverture de la concertation par publication dans un journal local
  - L'ouverture d'un registre d'information tenu par les services municipaux
  - La tenue d'au moins une réunion publique en cours d'étude
- ✍ Précise que monsieur le Maire sera chargé de présenter au conseil municipal le bilan de la concertation au moment de la délibération arrêtant le projet de révision
- ✍ De donner autorisation au maire pour consulter les bureaux d'étude et signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à l'élaboration de la révision du PLU
- ✍ De demander à l'état, conformément à l'article L 121-7 du code de l'urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du PLU ;

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- ✍ Au préfet
- ✍ Aux présidents du conseil général et régional
- ✍ Aux présidents de la chambre de commerce et industrie, de la chambre des métiers et de la chambre d'agriculture
- ✍ Aux maires des communes limitrophes : Pelleautier, Neffes, Tallard, Fouillouse, Lardier, Vitrolles, Esparron, Châteauneuf d'Oze
- ✍ Aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés : communauté de communes de Tallard-Barcillonnette
- ✍ Syndicat mixte du SCOT

Conformément à l'article R123-25 du code de l'urbanisme, les associations locales d'usagers et de protection de l'environnement agréés pourront être associées à leur demande

Conformément à l'article R123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

***Vote : adopté à l'unanimité***

#### ✍ Céüze- Clean & Climb :

Il s'agit d'un week-end de nettoyage de la falaise de Céüze et de ses environs, organisé par l'ASPTT section escalade sous la tutelle de la FFME. L'idée est de rassembler autour de la falaise, au col des Guérins, des grimpeurs désireux de nettoyer le site, l'évènement sera précédé, pendant toute la saison estivale d'actions de sensibilisation au respect du site et de son environnement

Pour mener à bien ce projet, de jeunes étudiants de l'IUP métiers de la montagne de Gap ont contacté la mairie afin d'obtenir une aide logistique (utilisation du site col des Guérins, prêt de tables, chaises, barrières et récupération des ordures par les employés communaux), aucune aide financière ne sera sollicitée de la commune.

V. Fernandez indique qu'il faudrait profiter de cette action pour informer et communiquer en matière de camping sauvage...

***Vote : adopté à l'unanimité***

#### ✍ Céüze- convention CCTB-FFME-ONF :

Une nouvelle convention va être passée entre la CCTB et l'ONF relative à l'entretien et aux investissements du massif de Céüze pour la compétence et la responsabilité.

Un comité de pilotage étudiera les possibilités d'investissements avec les différents partenariats (chasse, communes, ONF, protection de la nature...), développement en complémentarité avec le site d'Orpierre, un contrôle du massif s'opérera pour éviter un développement anarchique.

Une deuxième convention sera passée entre l'exploitant (FFME) et la CCTB pour l'exploitation des voies d'escalade.

20 voies sont à ré-équiper ou à neutraliser en urgence, le financement de cet entretien (22 000€) est prévu de la façon suivante :

18 000 €CG et 4 000 €CCTB (dont participations des communes riveraines 500 €Sigoyer, 500 €CC2buëch, 500€Pelleautier et La Freissinouse)

La via ferrata fera l'objet d'une étude complémentaire afin de fixer les objectifs, avant d'y investir de nouveau, son accès est interdit, elle a été neutralisée.

#### ✍ Assainissement 1<sup>ère</sup> tranche le village et 2<sup>ème</sup> tranche les Guérins :

Les conventions à passer avec les riverains semblent poser problème (servitudes de passage des canalisations sur 6 m, plan très imprécis...) M. le Maire indique qu'un piquetage précis sera fait sur le terrain avant les travaux et pourra en modifier encore le tracé.

Ouverture des plis le jeudi 21 juillet à 10h30 à la CCTB, pour la deuxième tranche.

#### ✍ Travaux sur réseaux AEP :

L'entreprise Abrachy devrait faire à l'automne, les travaux prévus au quartier des Roses, ainsi que le nouveau réservoir de 150 m<sup>3</sup> à Gachou au printemps 2006.

2 fuites importantes ont été découvertes sur le réseau, dessous le serre (400l/h) et branchement du lotissement du levant dans la traverse du village.

#### ✍ INSEE recensement :

Ce sujet ne sera pas abordé dans cette séance, M. Meunier, coordonnateur étant excusé.

#### ✍ Questions diverses :

Pour la rentrée scolaire, l'effectif est évalué à 56 élèves.

Le maire rappelle aux conseillers que le département connaît un déficit pluviométrique important et que des restrictions d'eau peuvent avoir lieu au cours de l'été.

A.Garcin propose que la canalisation d'eau potable soit changée jusqu'au réservoir de la Thébaïde en concomitance avec les travaux d'assainissement. Cela a été prévu et se réalisera au cours des travaux.

La séance est levée à 13h20.

### **Délibérations du conseil municipal :**

✍ Vente d'une parcelle à M. Busin Pierre

✍ Mise en révision du plan d'occupation des sols approuvé en 1984 devant conduire à l'approbation du PLU

✍ Budget de l'eau - perte sur créance irrécouvrable

***Lu et approuvé, les conseillers municipaux***

